

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex 31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 11/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/07/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Société Etienne Lacroix tous artifices

Route de Gaudiès
09270 Mazères

Références : 2023/715
Code AIOT : 0006802183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection réalisée le 28/07/2023 dans l'établissement Société Etienne Lacroix tous artifices implanté Route de Gaudiès 09270 Mazères. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Etienne Lacroix tous artifices
- Route de Gaudiès 09270 Mazères
- Code AIOT : 0006802183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Etienne Lacroix, au sein du site de Mazères, réalise des opérations de conception, d'études et de fabrication de produits pyrotechniques, mettant en oeuvre des compositions pyrotechniques en vue d'obtenir certains effets spécifiques (flamme, chaleur, bruit, fumée, gaz, pression, mouvement) pour le domaine militaire et de la défense.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la gestion des mesures de maîtrise des risques (MMR)
- les conditions de stockage et le respect du timbrage des dépôts.

S'agissant du premier thème susvisé, la visite a porté sur 2 MMR identifiées dans la liste des MMR valorisées par l'exploitant au travers de son étude de dangers, à savoir le gardiennage et le dispositif de vidéosurveillance.

Pour la seconde thématique précitée, le contrôle a porté sur les 2 dépôts D18 et D15bis.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Propreté des dépôts	Arrêté Préfectoral du 13/01/2019, article 71.3 alinéas 1 et 2	/	Sans objet
4	Fiche MMR	Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article 7.8.1. B	/	Sans objet
6	Indisponibilité des MMR	Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article 7.8.5	/	Sans objet
7	Gestion des anomalies sur MMR	Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article 7.8.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Timbrage des dépôts	Arrêté Préfectoral du 13/01/2019, article 8.1.7	/	Sans objet
3	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 13/01/2019, article 71.5 alinéa 1	/	Sans objet
5	Surveillance des MMR	Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article 7.8.3. b et c	/	Sans objet
8	Formation_ MMR	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54_alinéa A	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite, 4 faits susceptibles de suites ont été relevés pour lesquels une action corrective est attendue de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Timbrage des dépôts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2019, article 8.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Timbrage des dépôts
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Les quantités de matières ou objets explosifs stockées doivent respecter les valeurs définies dans les tableaux de timbrage joints aux présentes prescriptions. Tout dépassement d'une de ses valeurs doit faire l'objet d'un accord préalable de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dépôts, armoires, coffres, véhicules ne doivent pas contenir de matière explosive à nu à l'exception, le cas échéant, de blocs de propergol solide. Les emballages sont adaptés aux contraintes auxquelles ils sont soumis.</p> <p>Les emballages endommagés doivent être immédiatement retirés du dépôt.</p> <p>L'organisation du stockage doit éviter tout mélange accidentel de matières pouvant donner lieu à des réactions dangereuses.</p> <p>Un dépôt, une armoire ou un coffre ne doit contenir que des matières ou objets pour lesquels il est prévu.</p> <p>A l'intérieur d'un dépôt ou d'un atelier, un panneau indique pour chaque cellule : la nature, les quantités maximales de matière ou objet conservées et le nombre maximum de personnes pouvant être simultanément présentes dans le dépôt, La chambre du dépôt et les passages d'accès doivent avoir des dimensions et disposition facilitant l'évacuation rapide du personnel,</p> <p>Les emballages doivent être empilés de façon stable, lorsque la manutention se fait à la main, le fond des emballages ne doit pas se trouver à plus de 1.60 mètres au-dessus du sol. Lorsqu'il est fait usage de moyens mécaniques, les piles ne doivent pas s'élever à plus de 3 mètres de haut; Les emballages renfermant des matières ou objets explosibles ne doivent pas être jetés ou traînés, Les emballages ne doivent pas être ouverts dans les dépôts de stockage, les emballages ouverts à l'extérieur d'un dépôt et contenant un reliquat de matière ou d'objets peuvent être réintégrés dans le dépôt à condition d'avoir été vérifié et convenablement refermé,</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a procédé à une visite des dépôts D18 et D15bis. Sur demande de l'inspection le jour de la visite, l'état des stocks pour ces 2 dépôts a été extrait de la base de données de gestion logistique et remis à l'inspection. Sur la base de l'extrait de l'état des stocks remis à l'inspection, il est constaté le respect des valeurs maximales autorisées de matières stockées, définies dans le tableau des timbrages, pour chacun des 2 dépôts.</p> <p>Par sondage, l'inspection a procédé à une vérification entre la cohérence de la présence physique en dépôt et celle enregistrée informatiquement pour plusieurs références de produits stockés. Cette vérification par sondage conduit à identifier un seul écart entre la quantité réellement présente et celle affichée dans l'état des stocks sans toutefois remettre en cause le respect de la quantité totale maximale autorisée.</p> <p>Lors de la visite des 2 dépôts, il a été constaté la présence de stockage de matières pyrotechniques de division 1.2, 1.3 et 1.4 correspondant aux produits autorisés pour ces dépôts. Il n'a pas été constaté d'emballages endommagés. Les produits stockés sont constatés en emballage de type carton, caisse en bois ou contenant métallique.</p>

<p>Le stockage est organisé en îlots délimité par un marquage présent au sol.</p> <p>À l'intérieur de chacun des 2 dépôts, il a été constaté l'affichage indiquant la nature, les quantités maximales de matière ou objet conservées et le nombre maximum de personnes pouvant être simultanément présentes dans le dépôt.</p> <p>La visite ne conduit pas l'inspection a formulé de remarques relatives aux passages d'accès, dimensions ou dispositions devant assurer et faciliter l'évacuation rapide du personnel,</p> <p>Le jour de cette visite, il a été constaté que les emballages sont empilés de façon stable et sur une hauteur largement inférieure à 1.60 mètres par rapport au sol dans les 2 dépôts.</p> <p>Il n'a pas été constaté d'emballages laissés ouverts dans les 2 dépôts visités.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Propreté des dépôts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2019, article 71.3 alinéas 1 et 2
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté des dépôts
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>Par ailleurs, du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des locaux pyrotechniques et des zones de combustion des déchets sont désherbés et débroussaillés; les produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage sont de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique.</p>
<p>Constats : Lors de la visite des 2 dépôts D18 et D15 bis, il a été constaté que ces derniers sont maintenus propres et nettoyés et que le matériel de nettoyage présent dans ces dépôts est manuel (balai, pelle).</p> <p>Il a également été constaté que les abords immédiats du dépôt D18 ne sont pas désherbés et débroussaillés. L'exploitant a indiqué que la société extérieure assurant cette opération n'a pas pu intervenir car elle est en attente du renouvellement d'autorisation de mise sur le marché des produits de désherbage utilisés. Cette opération de désherbage et débroussaillage doit être réalisée dans les plus brefs délais. Pour le dépôt D15 bis, le débroussaillage/désherbage n'appelle pas de remarque particulière.</p> <p>La typologie des produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage de nature à ne pas provoquer de réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique n'a pas été abordée par l'inspection lors de cette visite.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2019, article 7.1.5 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.
Constats : En arrivant devant les 2 dépôts visités, l'accès a été constaté fermé à clé. Celui-ci a été déverrouillé par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Fiche MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article 7.8.1. B
Thème(s) : Risques accidentels, Fiche MMR
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: b. Une fiche « MMR », établie pour chaque mesure de maîtrise des risques, précise de façon synthétique : <ul style="list-style-type: none">• le type de MMR,• le descriptif de la MMR,• le niveau de confiance de la MMR,• les éléments relatifs à l'efficacité, au temps de réponse, à la testabilité et à la maintenabilité de la MMR. Ces fiches sont tenues à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection l'ensemble des fiches MMR qu'il a établi. Elles sont établies par scénario accidentel. Pour chacun des scénarios accidentels retenus, la fiche décrit la liste des MMR mises en place, un descriptif très synthétique de la MMR et les principes généraux relatifs au temps de réponse, à la testabilité et à la maintenabilité appliqués. Toutefois l'inspection considère que ces éléments documentaires ne répondent pas à la prescription. En effet, les fiches ne sont pas établies pour chacune des MMR retenues par l'exploitant dans son EDD mais par type de scénario accidentel. Ces fiches ne permettent pas d'appréhender le type de MMR, la description de la chaîne et des composants de la MMR, le niveau de confiance retenu et les éléments relatifs à l'efficacité, au temps de réponse, à la testabilité et à la maintenabilité spécifique à chaque MMR. L'exploitant s'est engagé à reprendre ces éléments sous la forme de fiche MMR dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article 7.8.3. b et c
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des MMR
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: b. Les mesures de maîtrise des risques sont contrôlées périodiquement et maintenues en état de fonctionnement selon des procédures écrites par l'exploitant et intégrées au SGS. c. Les opérations de maintenance et de tests sont enregistrées et archivées.
Constats : <i>Application à la MMR "surveillance par caméras de vidéosurveillance"</i> L'exploitant a présenté la procédure NT SSE 208 / A du 12/03/2020 relative à la gestion du système de vidéosurveillance qui définit notamment la nature et la fréquence de la maintenance périodique du dispositif. Elle est rattachée au système de management de la santé sécurité et environnement SMSSE et au SGS. Le jour de la visite, le dispositif de vidéosurveillance a été constaté opérationnel. La traçabilité de la maintenance et l'entretien annuels est archivé par le service moyens généraux et est présentée sous forme de rapport. Le dernier rapport de maintenance annuelle a été présenté; celui-ci n'identifie aucune anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Indisponibilité des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article 7.8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité des MMR
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: a. En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'exploitant définit et met en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité. Le cas échéant, l'installation défaillante peut être arrêtée et mise en sécurité. b. Ces mesures compensatoires particulières font l'objet de procédures écrites intégrées au SGS.
Constats : Application aux MMR "gardiennage" et "dispositif de vidéosurveillance" a. S'agissant du gardiennage, le contrat conclut avec la société de gardiennage, présenté par l'exploitant à l'inspection, confirme la mise à disposition permanente de personnel. De plus 8 personnes de cette société sont formées (cf point de contrôle N° 8) et sont amenées à intervenir sur le site. L'exploitant a présenté la composition du système de vidéosurveillance ainsi que l'ensemble des mesures compensatoires mises en place en cas d'indisponibilité d'une partie ou de l'ensemble du système. b. Les mesures compensatoires sont définies mais ne font pas l'objet de procédures spécifiquement écrites et intégrées au SGS. Une action corrective est attendue de la part de l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion des anomalies sur MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article 7.8.4
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des anomalies sur MMR
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: a. Les anomalies et les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont détectées, enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant. b. Ces anomalies et défaillances doivent : <ul style="list-style-type: none">• être signalées et enregistrées,• être hiérarchisées et analysées,• donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée. c. L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.
Constats : Application à la MMR "dispositif de vidéosurveillance" Le gardien interrogé indique qu'il établit chaque jour un rapport de situation de la veille, support qui sert également à notifier les éventuelles anomalies. Lors de la visite, l'exploitant a été en mesure de présenter dans un cas d'anomalie identifié, comment celle-ci a été détectée, analysée et gérée. Interrogé sur le registre de suivi des anomalies relevées, l'exploitant a indiqué que c'est le logiciel de suivi des non-conformités, mis en place dans le cadre des systèmes de management de la sécurité et l'environnement, qui permettrait de tracer les anomalies. Toutefois dans le cas de l'anomalie, présenté à l'inspection le jour de la visite, celui-ci faisant appel à des travaux de réparation, il a été enregistré et tracé au travers du logiciel de suivi des opérations de travaux des Moyens Généraux. En conclusion, l'exploitant doit mettre en place un registre, ou tout autre moyen d'efficacité équivalente, permettant d'enregistrer le suivi des anomalies sur les MMR depuis leur détection jusqu'à leur traitement selon un processus d'amélioration continue comme rappelé ci-dessus.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54_alinéa A
Thème(s) : Risques accidentels, Formation - MMR
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>A. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>« Il assure :</p> <p>«[...]</p> <p>« - la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.</p> <p>« Ces actions sont tracées.</p>
<p>Constats : <i>Application aux MMR "gardiennage" et "dispositif de vidéosurveillance" :</i></p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les éléments justifiant de la formation du personnel de l'entreprise extérieure intervenant sur le site, étant amené à exploiter et à mettre en œuvre les MMR précitées. La traçabilité a été apportée.</p> <p><i>Application à la MMR "dispositif de vidéosurveillance"</i></p> <p>Une liste restreinte de personnes de la société Lacroix sont également amenées à utiliser le dispositif de vidéosurveillance. Ces personnes ont été formées à l'utilisation des dispositifs de vidéosurveillance. Le justificatif de la formation de ces personnes a été apporté. La traçabilité est assurée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet